

## L'éducation française renforcerait les inégalités sociales...

<https://www.youtube.com/watch?v=OwQ7YsStAds>

- Journaliste : Ce constat : la France se place désormais en toute fin de palmarès pour les inégalités à l'école au sein de l'OCDE. C'est ce que révèle le Conseil National d'Évaluation du Système Scolaire dans sa toute dernière étude, et on en parle avec sa présidente qui m'a rejoint en plateau.  
Bonjour Nathalie Mons. Merci d'avoir accepté l'invitation d'ITélé. **Enquête** inédite, il faut bien le dire, réalisée sur deux ans, sur 22 équipes françaises mais aussi étrangères. En quelques mots, ça s'est passé comment ?
- N.Mons : Ben, c'est-à-dire que euh... on se posait une question extrêmement grave. C'est-à-dire qu'on voit désormais dans les statistiques de l'OCDE que la France est devenu le pays le plus **inégalitaire** de l'ensemble des pays de l'OCDE. Donc, à partir de là, on s'est posé la question du pourquoi et je crois que pour répondre en fait à cette question grave, il fallait vraiment mobiliser des équipes de qualité. Donc 22 équipes, pourquoi ? Ben parce que nous avons fait travailler des **sociologues**, des **économistes**, des **didacticiens**... pour regarder en fait l'école sous toutes ses coutures et comprendre comment étaient fabriquées ces **inégalités**.
- Journaliste : Justement le constat, on peut le dire, est encore alarmant puisqu'en France, vous nous le dites, l'école continue de moins bien **traiter** les élèves **défavorisés** alors que ça devrait être pratiquement le contraire. Le contraire, c'est quoi concrètement ?
- N.Mons : Concrètement, ben en fait, on a avancé sans **tabou**. C'est-à-dire qu'on souhaité tout d'abord regarder s'il y avait des inégalités de traitement. C'est-à-dire est-ce qu'on offrait la même **offre éducative** hein ? Est-ce qu'il y avait la même qualité ? Est-ce qu'on était vraiment sur une discrimination positive ? Puisque vous savez que depuis les années 80, en France, on a **l'éducation prioritaire** qui est censé donner plus, une meilleure offre éducative aux élèves qui ont moins, qui ont moins à la maison, hein... Et ce qui est apparu, au fur et à mesure de l'investigation, c'est qu'en fait sur les dimensions vraiment importantes des apprentissages, ces élèves défavorisés, qui sont principalement dans les zones de l'éducation prioritaire, avaient en fait moins que les autres. Alors, moins de quoi ? Moins de ce qui est essentiel dans l'éducation, ça veut dire le temps d'apprentissage, des **temps d'apprentissage** plus courts, des enseignants moins **expérimentés**, on envoie énormément d'enseignants **débutants**, euh... dans ces établissements alors qu'ils ont à gérer des élèves en grandes difficultés scolaires. On a aussi regardé ce qui se passait dans la classe et on a pu constater que les **méthodes pédagogiques** qui étaient proposées à ces élèves défavorisés n'étaient pas les méthodes qui permettaient d'apprendre mieux sur le long terme. On a vu aussi que **le climat scolaire** était nettement **dégradé** dans ces établissements, c'est-à-dire, plus d'incivilités, par exemple, plus de **sentiments d'insécurité**, or on sait que ça joue sur les apprentissages.
- Journaliste : Les effectifs aussi n'ont pas beaucoup bougé dans ces classes-là, par exemple, il devrait y avoir moins d'élèves pour qu'on puisse se consacrer beaucoup plus à eux. Et vous dites que finalement, bien c'est presque pas le cas, ça a été allégé de moins de 1 ou 2 élèves pas plus ?
- N.Mons : Oui. On a constaté qu'en moyenne, on avait 2 élèves de moins par classe. A

## L'éducation française renforcerait les inégalités sociales...

la fois dans le primaire et puis dans les collèges. Or, on sait maintenant, à travers des recherches qu'il faut une baisse significative dès les classes du primaire, de la taille des classes pour pouvoir **impacter** les apprentissages.

Journaliste : Et du coup, vous pointez du doigt les politiques publiques qui ont été mises en place durant au moins 30 ans, en France. Et vous nous dites concrètement que ça n'a rien donné ?

N.Mons : Ben, c'est-à-dire que... Vous savez l'*éducation prioritaire* dans les années 80, elle a été lancée comme une politique temporaire. Il s'agissait de compenser d'un certain territoire en grandes difficultés ce qui se passait dans les familles... Mais, les concepteurs eux-mêmes de cette politique le disaient dès le début : ça doit être temporaire parce que ça peut avoir des effets pervers. Alors, quels effets pervers ? Ils sont aujourd'hui démontrés et ce qu'on peut voir aujourd'hui à travers ce rapport. On voit bien que lorsqu'on a un label d'*éducation prioritaire*, on a une partie des familles les plus favorisées qui quittent ces établissements. On a les enseignants les plus expérimentés qui ont peu envie d'aller exercer. Et donc, du coup, on fut et à mesure des années, s'est créée une dynamique négative. Les effets positifs, finalement, ont été compensés par des effets négatifs.

Journaliste : En quelques mots, Nathalie Mons, vos solutions à vous, que vous **préconisez**, en quelques mots ?

N.Mons : Alors, lorsqu'on regarde en fait à l'étranger, en fait, on s'aperçoit que l'éducation prioritaire a quasiment disparu presque partout. Qu'est-ce qui se passe ? **On se concentre** sur la classe, c'est-à-dire que dans tous les établissements, on a **un haut niveau de formation continue** des enseignants pour qu'ils puissent en fait chacun aider les établissements. Et puis deuxième qui est aussi élément fondamental pour l'éducation prioritaire, il faut aller vers plus de **mixité sociale** à l'école. Vous aurez les meilleurs enseignants, s'ils sont face à énormément de difficultés dans leur classe, tout ça restera inefficace.